

Présentation :

Cette note mensuelle entre dans le cadre de la documentation sur les thèmes qui interpellent la CENTIF. Le principe est de parcourir la presse nationale, la presse internationale et l'Internet pour présenter les nouvelles publications. L'accent sera aussi mis sur l'actualité des CRF étrangères.

Sommaire :

| | |
|---|-----------|
| Classement sans suite de l'enquête préliminaire visant les biens de chefs d'Etat africains..... | p2 |
| Selon l'ONU, le terrorisme se finance en Afrique de l'Ouest..... | p2 |
| TRAFIC INTERNATIONAL DE DROGUE : Pourquoi les narcotrafiquants ciblent l'Afrique de l'Ouest..... | p3 |
| Canada : La circulation d'argent lié au terrorisme serait de plus en plus importante..... | p9 |

Classement sans suite de l'enquête préliminaire visant les biens de chefs d'Etat africains

Le parquet de Paris a classé sans suite le 13 novembre dernier l'enquête préliminaire ouverte pour "recel de détournement de fonds publics" visant l'acquisition de bien en France par des chefs d'Etats africains et leurs familles, a-t-on appris vendredi auprès des plaignants, les associations Sherpa et Survie.

"Les investigations n'ont pas permis, en l'état, de mettre en évidence des infractions pénales", écrit le parquet dans son courrier aux plaignants que l'Associated Press a pu consulter.

La plainte avait été déposée en mars 2007. Sherpa et Survie demandaient à la justice française d'enquêter sur l'origine des fonds et flux financiers qui ont permis l'acquisition de ces biens en France. Les associations visaient les multiples résidences parisiennes et villégiatures de bord de mer de cinq chefs d'Etat africains : Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville), Blaise Compaoré (Burkina Faso), Théodore Obiang (Guinée-Equatoriale) et Eduardo Dos Santos (Angola).

Me William Bourdon, avocat des deux associations, a dénoncé vendredi "une décision politique" des autorités judiciaires. Les immeubles appartenant aux familles des présidents Bongo et Sassou N'Guesso "n'ont pas été obtenus par le labeur ni des chefs d'Etats concernés ni des membres de leurs familles", écrit-il dans un courrier adressé au parquet de Paris.

"Par cette décision, la France envoie un signal désastreux à la population africaine qui, légitimement, pouvait espérer ce qu'elle ne peut pas obtenir sur son sol, c'est à dire l'identification de ceux qui, par des détournements massifs d'argent public opérés, contribuent à son appauvrissement", déplorent dans un communiqué Sherpa et Survie.

Dans sa décision de classement sans suite, le parquet rappelle aux plaignants qu'ils peuvent déposer plainte avec constitution de partie civile ou citer directement devant le tribunal correctionnel les supposés bénéficiaires.

vendredi 23 novembre 2007 par marieagnes

[En Ligne] Disponible sur

<http://www.paradisfj.info/spip.php?article1258>

Selon l'ONU, le terrorisme se finance en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest devient un terrain privilégié par les activistes de tous bords pour financer leurs opérations, grâce au trafic de drogue, d'immigrés clandestins ou de médicaments contrefaits, ont estimé des experts réunis par l'ONU à Dakar.

Depuis deux ans, les cartels sud-américains utilisent des pays d'Afrique occidentale pour faire transiter leur drogue destinée à l'Europe, ont-ils dit.

"Il y a un lien entre le financement du terrorisme et les activités de ces trafiquants de cocaïne dans certains pays d'Afrique occidentale et centrale", a déclaré Amado Philip de Andres, directeur adjoint de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour l'Afrique de l'Ouest.

"Ces réseaux, extrêmement organisés et bien financés, non seulement soutiennent le terrorisme, mais trafiquent des armes à partir de pays qui sortent à peine de la guerre. Ils trafiquent de la cocaïne, ce qui est lié aux activités de passage d'immigrés clandestins", a-t-il ajouté.

Le groupe Al Qaïda au Maghreb islamique (ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat), se livre depuis longtemps à des trafics et extorsions en Mauritanie, au Mali et au Niger.

Les enquêtes sur certains attentats, comme ceux de mars 2004 à Madrid, ont mis au jour des liens entre les groupes islamistes et la contrebande de drogue, ont encore déclaré ces experts.

publié le jeudi 27 septembre 2007

[En Ligne] Disponible sur

<http://www.armees.com/Selon-l-ONU-le-terrorisme-se-finance-en-Afrique-de-l-Ouest,25325.html>

TRAFIC INTERNATIONAL DE DROGUE : Pourquoi les narcotrafiquants ciblent l'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est-elle en phase de devenir une plaque tournante du trafic de drogue dure ? Depuis quelques temps, des saisies colossales de drogue dure comme la cocaïne et l'héroïne sont enregistrées dans la sous-région. Cependant, certains experts se refusent à placer l'Afrique de l'Ouest au rang de plaque tournante, préférant utiliser l'expression moins chargée de zone de transit. Quoiqu'il en soit, le produit de la mort est bien là, même s'il est en transit, avec ses conséquences négatives pour nos économies, notre jeunesse et notre sécurité. Avec des frontières mal surveillées faute de moyens logistiques, le manque de coordination dans la lutte contre le fléau, la drogue en partance pour l'Occident est-elle en train de trouver entrepôt dans la sous-région ?

NOUVELLES ROUTES DE LA DROGUE : Nos pays sous menace

Les narcotrafiquants ayant changé d'itinéraire, le nouveau chemin de la drogue destinée à l'Europe semble inexorablement passer par l'Afrique de l'Ouest. C'est ainsi que des pays, comme la Guinée-Bissau, sont littéralement envahis par la drogue dure, faisant peser de réelles menaces dans divers domaines. D'autres comme le Sénégal en subissent les dommages collatéraux là où la jeunesse libérienne est gravement menacée.

Selon le directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent (Giaba) Dr Abdullahi Shehu, au cours d'un forum à Dakar du 10 au 11 septembre derniers : « le trafic de cocaïne en Guinée-Bissau est lié à celui pratiqué au Sénégal. Notre voisin du Sud est le pays de la sous-région le plus confronté au fléau de la drogue. Ce qui n'est pas rassurant pour son voisin sénégalais. La presse se fait fréquemment l'écho de grandes quantités saisies chez notre voisin du Sud. On ignore les kilos qui passent entre les mailles du dispositif sécuritaire, mais on se rappelle des 674 kilogrammes de cocaïne saisis par la Police d'une valeur marchande de 13 milliards de francs Cfa.

Vu le rôle qu'il joue dans le ravitaillement de l'Europe, ce pays est incontestablement devenu un entrepôt.

Et c'est le Sénégal, pays frontalier, qui risque d'en pâtir. Notre pays, qui était habitué à des saisies tournant autour de grammes, s'est distingué cette année avec une saisie record de plus de deux tonnes de cocaïne sur la Petite Côte. Selon la Gendarmerie, le montant de la drogue est évalué à 150 milliards de francs Cfa. Et, sous le ton de la comparaison humoristique, un responsable de la Sococim avait lâché, avant l'incinération dans les fours, qu'avec ce montant, on peut se payer la cimenterie rufisqueoise.

Au cours de leur enquête, les gendarmes avaient découvert que les personnes arrêtées avaient par dévers elles des documents certifiant qu'elles s'étaient rendu en Sierra Leone, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau et Gambie. Les saisies de cocaïne ont été également importantes à l'aéroport Léopold Sédar Senghor (LSS) cette année.

La Police, nous apprend le Giaba, a fait une saisie record à LSS de 44 kilos de cocaïne. Au niveau de l'aéroport, le transport de drogue se fait de façon classique avec des mules venant d'autres pays, l'estomac rempli de boulettes ou des paquets collés aux cuisses, dissimulés dans les parties intimes ou dans les semelles des chaussures, etc.

Conscients de la menace, le Sénégal a pris les devants en renforçant son arsenal judiciaire dans un but purement répressif et dissuasif. La proposition de loi numéro 26/2007 portant renforcement des peines contre les trafiquants de drogue a été adoptée par l'Assemblée nationale récemment à l'unanimité.

La fourchette des peines punissant le trafic de drogue, qui oscillait entre 5 et 10 ans de prison, passe avec la nouvelle disposition dite « Loi Abdou Latif Guèye, de 10 à 20 ans de travaux forcés.

La Guinée Bissau exposée

L'inquiétude est générale, la Guinée-Bissau est le pays ouest-africain le plus menacé en matière de drogue. Ce pays « est en passe d'avoir la réputation d'être le premier Etat des narcotiques (narco-Etat) si la tendance n'est pas maîtrisée », avertit le Giaba.

La Guinée-Bissau, poursuit cette institution de la Cedeao, est un important point d'entrée, de transit et de dépôt pour les trafiquants de drogues illicites, principalement de la cocaïne en provenance d'Amérique Latine et destinée à l'Europe. D'ailleurs, certains n'hésitent pas à qualifier notre voisin du Sud d'« entrepôt ». Les saisies sont aussi importantes que les inquiétudes de la communauté internationale. La Police avait mis la main sur 674 kg de cocaïne récemment et interpellé des trafiquants sud-américains. Une saisie qui a fait couler beaucoup de salive, puisque la drogue a, mystérieusement disparu.

L'Etat bissau-guinéen ne dispose pas de moyens pour faire face, seul, au fléau. Et ce sont les trafiquants qui en profitent. « L'exploitation continuelle par les trafiquants de l'insuffisance des moyens de défense dont dispose la Guinée-Bissau pour acheminer leurs denrées illicites par l'île de Bijados du pays, a provoqué la réaction du Premier ministre, Martinho Ndafo, qui a menacé d'abattre tout avion qui entre dans son espace aérien sans autorisation », se rappelle le Dr Abdullahi Shehu, directeur général du Giaba.

Le rapport du Secrétaire général de l'Onu, publié le 28 septembre dernier, fait état de l'implication probable du gouvernement bissau-guinéen dans le trafic de drogue et donne comme exemple « la responsabilité supposée de plusieurs hauts fonctionnaires du

gouvernement de l'ancien Premier ministre Aristides Gomes, dans la disparition de 674 kilogrammes de cocaïne saisis par les autorités ».

L'ancien Premier ministre Aristide Gomes était dans le collimateur de la Justice devant laquelle il devait comparaître dans le cadre de l'enquête sur la disparition des 674 kilos de cocaïne des coffres du Trésor public. Selon une dépêche de la Pana, M. Gomes et d'autres pontes de l'ancien régime comme l'ex-ministre des Finances, Victor Mandinga, l'ancien chef du département de la Justice, Namoano Dias, ont été entendus. Des hommes politiques n'ont pas manqué de se saisir de la question de la cocaïne, comme José Francisco Fadul, chef du Parti pour le développement et la citoyenneté (Padeç) qui dénonçait l'enrichissement illicite des membres de l'ancien gouvernement bissau-guinéen. M. Fadul avait même déclaré avoir déposé une plainte contre le ministre de l'Intérieur, Baciro Dabo.

Deux Colombiens interpellés en Guinée-Bissau pour blanchiment d'argent et possession illégale d'armes, avaient recouvré la liberté. Et tout naturellement, ils ont disparu depuis lors. Selon Antonio Mazzitelli, représentant-résident de l'Onudc, l'un des Colombiens aurait des liens présumés avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, la rébellion colombienne).

L'Armée bissau-guinéenne, à en croire certains, serait impliquée dans des histoires de drogue dure. Sur ce point, une dépêche de l'Irin est révélatrice. « Selon un représentant d'une autre organisation internationale, qui a requis l'anonymat, deux militaires bissau-guinéens, un capitaine et son chauffeur, auraient été arrêtés récemment en possession d'importantes quantités de drogue, avant d'être relâchés. Pour lui, comme pour d'autres représentants, la montée des tensions en Guinée-Bissau entre certains responsables du gouvernement et des membres de la hiérarchie militaire s'explique par une concurrence pour le droit à assurer la sécurité des narcotrafiquants ».

Et la dépêche de poursuivre : « les narcotrafiquants ne veulent pas de conflit. Ils veulent avoir un partenaire sûr pour faciliter l'écoulement de leurs marchandises », a expliqué M. Mazzitelli. « Mais il y a une fracture au sein du gouvernement et elle est de plus en plus marquée ».

La plus flagrante est le différend entre le chef d'état-major général des Armées et le chef d'état-major de la Marine, note la dépêche. Ils apparaissent rarement ensemble en public à des cérémonies et, d'après certains représentants à Bissau, plusieurs responsables politiques seraient derrière les deux chefs militaires. A en croire M. Mazzitelli, il est difficile de savoir qui lutte contre le fléau et qui est impliqué, étant donné que les deux camps s'accusent mutuellement.

Washington a également fait part de ses inquiétudes, le président Georges Bush a récemment regretté que la Guinée-Bissau soit un important point de passage de la cocaïne, même s'il n'a pas placé ce pays sur sa « major list » à côté du Nigeria, seul pays africain y figurant. L'heure est grave, semble-t-on dire du côté de l'Onu dans le rapport de son Secrétaire général « le trafic de drogue risque de déstabiliser le nouveau processus de démocratisation de la Guinée-Bissau, d'encourager le crime organisé et de bafouer le principe de l'Etat de droit ».

La Gambie non plus n'est pas épargnée par le fléau, « l'aéroport international de Banjul est un point de sortie pour les trafiquants de drogues », note le Giaba. Au mois d'août dernier, sept hommes et une femme ont été interpellés pour avoir avalé une grande quantité de cocaïne au

moment où ils s'apprêtaient à embarquer. Au Cap-Vert, des cas d'arrestations de voyageurs porteurs de grandes quantités de drogue dure ont été signalés à l'aéroport international de Praia. Selon un rapport de la Cia (services de renseignements américains), le Cap-Vert sert aujourd'hui de lieu de transit de drogues en provenance de l'Amérique Latine et d'Afrique destinées à l'Europe de l'Ouest.

Le Ghana est réputé pour ses voies de trafic. La drogue traverse ses frontières avec la Côte d'Ivoire et le Togo par voies aérienne, maritime et terrestre. La cocaïne et l'héroïne qui passent par le Ghana sont souvent en provenance d'Amérique du Sud, de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest.

Le Giaba note que la consommation de ces drogues prend de plus en plus de l'ampleur dans ce pays. L'héroïne, note le Giaba, est toujours la principale drogue qui transite par le Ghana avant sa destination première : l'Europe. Le cannabis est également cultivé dans les zones rurales du pays où on se cache souvent derrière les cultures légales.

Liberia, une jeunesse en danger

Le Liberia souffre également de la drogue qui inonde le marché. La plupart des dealers et des consommateurs se retrouvent dans la tranche jeune de la population, ce qui rend vulnérable la génération future.

En Côte d'Ivoire, le Giaba révèle que la drogue y est cultivée pour une consommation locale. N'empêche, ce pays joue le rôle de point de transit de narcotiques en provenance d'Asie et d'Amérique Latine et destinés aux marchés européens et nord-américains.

A partir de l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan transite de la cocaïne et de l'héroïne à destination d'Europe et ailleurs. Cependant, la consommation de drogue dure dans ce pays est en hausse, signale le Giaba.

La Guinée-Conakry est, d'après le Giaba, une voie de transit. Les trafiquants font rentrer la drogue à partir des villes côtières pour des capitales à l'intérieur du continent comme Bamako et Ouagadougou, avant de prendre le chemin de l'Europe.

Le Bénin, où la presse locale fait état d'une saisie récente de 450 kilos de cocaïne, est confronté à la culture et à la consommation de cannabis. La lutte contre le fléau s'avère difficile, à cause du phénomène de corruption d'agents de loi, regrette le Giaba.

Récemment, un responsable de la Police béninoise a été traîné à la barre pour une affaire de cocaïne.

La Sierra-Leone minée

La Sierra-Leone est un pays miné par la drogue. Selon une étude menée par l'Organisation des Nations unies contre la drogue et la criminalité (Onudc) et le National drugs control agency (Undca ou agence nationale de contrôle des drogues), 76,5 % de la population sierra léonaise, tous sexes confondus, avouent prendre de la drogue dure genre cocaïne et cannabis.

La consommation d'héroïne, d'amphétamines, de morphine est cependant plus importante. Les raisons expliquant ce phénomène sont la pauvreté, l'analphabétisme, la guerre, les campagnes anti-drogue inadéquates, etc.

Le Togo est aussi un point de transit de cocaïne et d'héroïne. Le Giaba note l'accroissement du trafic d'êtres humains destinés aux fermes s'activant dans la culture de drogue. Les trafiquants exploitent les frontières maritimes et terrestres poreuses du pays.

POROSITE DES FRONTIERES, PAUVRETE, VEROUILLAGE DE LA ROUTE DES CARAIBES : Ces faiblesses et facteurs en défaveur de l'Afrique de l'Ouest

Ce n'est que très récemment que l'Afrique de l'Ouest s'est hissée à un niveau tristement remarquable dans le trafic de cocaïne. Et ceci pour plusieurs causes.

En deux ans, affirme Emmanuel Leclaire, un responsable de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) à l'occasion de sa 76e Assemblée générale tenue à Marrakech en novembre dernier, l'Afrique de l'Ouest est devenue la principale voie d'acheminement de la cocaïne vers le continent européen, à côté des Caraïbes. Comment notre sous-région en est arrivée là ? M. Leclaire trouve deux explications : la traditionnelle route caribéenne, qui était l'unique voie, est désormais l'objet d'un contrôle renforcé, pendant que l'Afrique de l'Ouest attirait les narcotrafiants à cause de ses « frontières peu contrôlées, la pauvreté, le recrutement facile de passeurs et la corruption ».

Ainsi, poursuit-il, la cocaïne, qui quitte les principaux points de départ, a comme pays d'arrivée la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Mauritanie.

Amadou Tall, commissaire de Police divisionnaire, responsable du Comité interministériel de lutte contre la drogue au Sénégal (Cild), ne s'éloigne presque pas de cette explication du responsable d'Interpol : « depuis le 11 mars 2004, il y a eu une situation en Espagne avec les attentats de l'Eta qui fait que l'essentiel de la drogue qui venait des Amériques et passait par l'Espagne a été bloquée.

Les Espagnols ont pris en compte cette situation et ont mis en place un dispositif de sécurité infranchissable. Au niveau des Amériques, entre l'Amérique du Sud et les Etats-Unis, poursuit M. Tall, des moyens colossaux ont été mis en place avec la collaboration de la Dea américaine qui a même eu à envoyer des hommes dans ces pays. Ce dispositif a mis en difficulté les trafiquants dans le transfert de drogue entre l'Amérique du Sud et l'Europe occidentale ».

L'Afrique étant vulnérable, les trafiquants y ont jeté leur dévolu. « Le chemin le plus rapide entre l'Amérique du Sud et l'Europe destinataire de la drogue, c'est l'Afrique de l'Ouest, poursuit M. Tall. On s'est rendu compte qu'il y a une déliquescence institutionnelle, politique, en Afrique de l'Ouest pour s'y installer et, tranquillement, envoyer la drogue vers l'Europe occidentale, principalement l'Italie du sud où est distribuée toute cette drogue ».

99 % des saisies réalisées en Afrique de l'Ouest

La cocaïne transitant en Afrique de l'Ouest n'est pas négligeable. Sur les 5,7 tonnes de cocaïne, saisies de janvier à septembre 2007 sur le continent africain, 99 % ont été réalisées en Afrique de l'Ouest.

Selon l'Onudc, les pays concernés par ces saisies sont la Guinée-Bissau, le Sénégal, la Mauritanie, le Cap-Vert et la Guinée. D'autres facteurs rendent nos pays pauvres vulnérables comme l'importance des moyens dont disposent les narcotrafiquants.

« Il est clair qu'habituellement les trafiquants ont des moyens, des possibilités que les pays sous-développés n'ont pas. Ils ont une organisation bien faite, vaste et énorme et qui a des possibilités insondables. Ils arrivent dans des pays en déliquescence institutionnelle et qui s'installent petit à petit, phagocytent les institutions, les intègrent pour les miner avec la corruption », explique Amadou Tall.

Dans la même veine, M. Mazzitelli lance : « ce qui rend la sous-région vulnérable, c'est la capacité (des narcotrafiquants) à corrompre, les manques de la part de l'Etat à assurer la règle de droit et la perfection judiciaire ».

A côté du facteur géographique, le Giaba explique l'inondation de la sous-région par le relâchement des contrôles stricts terrestres, maritimes et aériens le long des frontières de nos pays. La sévérité des lois répressives des juridictions de certains pays pousse les trafiquants à s'intéresser à d'autres parties du monde comme l'Afrique de l'Ouest. Il y a également le niveau de pauvreté, le chômage et les faibles performances économiques de certains pays, ajoute le patron du Giaba, Abdullahi Shehu au cours de la rencontre de Dakar.

« L'impunité des trafiquants et le risque relativement bas font de la région un havre pour les trafiquants de drogue ; tel est le cas en Guinée-Bissau, à partir d'où il est facile d'entrer au Portugal, ajoute M. Shehu. Il mentionne également le facteur corruption, de même que l'ignorance des populations. En Guinée-Bissau, dit-il, de la cocaïne abandonnée sur la plage était utilisée par les fermiers locaux comme... fertilisant.

PAROLE DE SPECIALISTES : Point de transit et non plaque tournante

Inondée récemment de drogue dure comme l'héroïne et la cocaïne, l'Afrique de l'Ouest devient-elle pour autant une plaque tournante ? Certains spécialistes de la question refusent d'utiliser ce terme chargé.

« J'ai toujours refusé ce terme de plaque tournante. En réalité, une plaque tournante signifie la présence d'agents commerciaux, d'hommes et de femmes qui ont un intérêt direct et qui ont des responsabilités dans le dispositif des réseaux qui s'occupent de drogue.

Peut-être l'Afrique de l'Ouest est devenue un point de transit », préfère dire Amadou Tall, commissaire de police divisionnaire, responsable du Comité interministériel de lutte contre la drogue au Sénégal (Cild).

Antonio Mazzitelli de l'Onudc fait preuve des mêmes précautions pour qualifier le rôle de la sous-région dans le commerce international de drogue. « Je ne sais pas si on peut parler de l'Afrique de l'Ouest comme plaque tournante ou, comme certains le disent, comme point de transport de drogue. Ce qui est vrai, c'est que la drogue est de plus en plus présente dans l'économie des pays de l'Afrique de l'Ouest avec ses effets absolument déstabilisants. Ce qui nous préoccupe de plus en plus, compte tenu d'une situation dans laquelle l'illégalité est de plus en plus croissante et vue par beaucoup de monde comme le moyen de s'en sortir et de s'assurer un avenir financièrement », dit-il.

Corruption et blanchiment comme corollaires

La drogue étant une affaire de gros sous, elle rime très souvent avec corruption et blanchiment. L'Afrique de l'Ouest est-elle à l'abri de ces deux fléaux dévastateurs d'économies ? Qu'est-ce qui pousse les narcotrafiquants à recourir à la corruption et au blanchiment ?

Selon Amadou Tall, la corruption obéit à une logique de contournement subtil du dispositif juridique d'un pays. « C'est pour pouvoir passer l'ensemble des barrières que ceux qui trafiquent la drogue sont obligés de sortir de l'argent. Ils corrompent tout ce qui est sur leur chemin pour pouvoir faire leur travail », dit-il. Et par ricochet, se pose le problème de la stabilité politique, économique et sociale et de santé, ajoute-t-il.

Le blanchiment consiste ici à insérer dans le dispositif économique de l'argent sale, provenant de la vente de drogue. « Ces gens (les narcotrafiquants) ont besoin que cet argent aille dans les banques, dans l'économie pour pouvoir être réutilisable, blanchi. A partir de ce moment, il y a énormément d'astuces, qu'il s'agisse de banques, d'assurance, de création d'infrastructures. L'argent est réinvesti pour être assimilable dans le système économique de chaque pays », explique M. Tall.

De l'avis d'Antonio Mazzitelli de l'Onudc, il y a des liens étroits entre le trafic, la corruption et le blanchiment d'argent issu de la vente de drogue. A l'en croire, « les trois vont ensemble ». La drogue, ajoute-t-il, génère beaucoup d'argent qui doit être blanchi « là où les contrôles sont moins efficaces et où l'argent est plus important ».

En Afrique, malheureusement, « les défenses éthiques de la part de certains individus sont de plus en plus faibles. L'argent, qu'importe sa source, est bien accueilli », regrette M. Mazzitelli.

Le Soleil du Mercredi 5 décembre 2007

Canada : La circulation d'argent lié au terrorisme serait de plus en plus importante

L'agence fédérale du renseignement financier a mis au jour des transactions douteuses mettant en jeu des sommes d'argent «sans précédent».

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, (CANAFE) a transmis de l'information aux autorités en 2006-07 à propos de trois cas particulièrement importants.

Chacun des dossiers évoque des transactions de plus d'un milliard de dollars, a indiqué jeudi le CANAFE dans son rapport annuel.

Deux autres affaires étudiées par le centre ont porté sur des transactions s'élevant entre 500M\$ et 1G\$, tandis qu'onze autres se sont intéressé à des opérations s'élevant entre 100 et 500M\$.

Ces «montants sans précédent» démontrent que la capacité du CANAFE à détecter des activités internationales de blanchiment d'argent à grande échelle s'améliore, affirme le rapport.

Le CANAFE récolte et analyse des rapports de banques, de sociétés de fiducie, de compagnies d'assurances, de comptables, de casinos et d'autres institutions dans le cadre du programme canadien visant à traquer les efforts des criminels pour dissimuler l'argent sale.

Le directeur du centre, Horst Intscher, a indiqué dans un entretien que son agence avait «effectué une mise à jour de ses outils pour (l') aider à creuser davantage dans (sa) propre banque de données», laquelle comprend plus de données à étudier année après année.

La qualité de l'information fournie par les institutions financières canadiennes s'est aussi améliorée, a précisé le rapport.

Au cours de la dernière année fiscale, le CANAFE a rapporté à la police et aux autorités 193 transactions douteuses, pour un total d'environ 10G\$. C'est plus que l'an dernier, pendant laquelle 168 transactions avaient été rapportées pour une valeur totale d'un peu plus de 5G\$.

La valeur moyenne de chacune des transactions atteignait 51M\$ en 2006-07, en hausse par rapport à 30M\$ l'année précédente et 14,4M\$ en 2004-05.

Selon M. Intscher, même si, par le passé, la plupart des cas touchaient les produits du trafic de drogue, la fraude est devenue la plus importante menace dans les transactions douteuses.

«Cette année, pour la première fois, je dirais que les cas liés à la fraude sont probablement plus nombreux que ceux liés la drogue», a-t-il indiqué.

Par Jim Bronskill

Mise en ligne 26/10/2007

LA PRESSE CANADIENNE

[En Ligne] Disponible sur

<http://argent.canoe.com/lca/infos/canada/archives/2007/10/20071026-072833.html>
